



Livre LDC Watch position sur les Objectifs du Millénaire pour le développement

# Pas d'OMD sans les PMA!



**LDC Watch/L'Observatoire PMA**

*Secrétariat International*

BP 8130, 288 Gairidhara Marg, Gairidhara, Kathmandu, Nepal

Tél: +977 1 4004976, 4004985

Fax: +977 1 4004508, 4443494

E-mail: [info@ldcwatch.org](mailto:info@ldcwatch.org)

Site Internet: [www.ldcwatch.org](http://www.ldcwatch.org)

# Efficacité du développement et NON efficacité de l'aide

Pour la société civile des PMA, le prochain Sommet des OMD est également une étape importante dans le cadre des préparatifs de la PMA IV en 2011 et nous nous concentrons particulièrement sur l'Objectif 8 - Partenariat mondial pour le développement, et sur la cible 8b - Répondre aux besoins particuliers des PMA - qui comprend: l'accès sans tarif ni quota pour les exportations des pays les moins avancés; un programme renforcé d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) et l'annulation de la dette publique bilatérale, et une APD plus généreuse aux pays qui s'emploient à réduire la pauvreté. La question d'APD est essentielle et aura des implications majeures pour l'atteinte des OMD dans les PMA.

Dans l'objectif de 0,7 pour cent du revenu national brut (RNB) pour l'APD totale, la communauté internationale s'est également engagée à fournir de 0,15 à 0,20 pour cent de leur RNB à l'ensemble des PMA selon le Programme de Bruxelles et de cet objectif lui-même a été réaffirmé dans diverses instances internationales ultérieures. Comme le souligne le rapport du Groupe de travail sur les OMD Gap 2009, bien que les flux totaux d'APD aux PMA ont augmenté de 0,05 pour cent du RNB des pays du CAD en 2001 à 0,09 pour cent en 2007, il reste extrêmement loin de l'objectif de 0,15 -0,20 pour cent contenu dans le Programme de Bruxelles. Depuis le début de la crise financière, les pays développés ont mobilisé des centaines de milliards de dollars pour «sauver» des banques, sociétés financières et un certain nombre de sociétés industrielles. Mais, le fait de sauver et améliorer le cadre de vie des citoyens les plus vulnérables du monde, en dépit des promesses répétées, n'a jusqu'à présent pas été une priorité pour les pays partenaires au développement. Ce fait est un simple manque de volonté politique, car nous pensons que les niveaux relativement faibles de financements nécessaires pour répondre aux objectifs d'APD et pour financer des efforts supplémentaires pour atteindre les OMD font qu'ils peuvent être mobilisés dans l'immédiat. Nous soulignons que la communauté internationale doit honorer ses engagements financiers et joindre l'acte à la parole.

Les chiffres de l'APD aux PMA cachent aussi des disparités géographiques inacceptables dans la répartition de l'aide, qui sont liées à la politique étrangère et la sécurité, la soi-disant «guerre contre le terrorisme», le commerce et les autres intérêts stratégiques. Dans de nombreux cas, ce n'est pas de l'aide au développement! En 2007, 55 pour cent de l'aide aux PMA sont allés à 8 pays: l'Afghanistan, la Tanzanie, l'Éthiopie, le Soudan, le Mozambique, l'Ouganda, le Bangladesh et la RDC. Comme vous l'aurez remarqué, en tête de cette liste se trouvent l'Afghanistan. Les 41 autres PMA (84 pour cent de la population des PMA) ont été obligés de se partager 45 pour cent des flux d'aide. LDC Watch exige que l'APD soit utilisée pour son

objectif légitime qui est de régler les poches de pauvreté, de défendre les droits humains et la justice entre les sexes et l'exclusion sociale en vue d'un développement pro-pauvres. L'écart de la couverture actuelle de l'APD aux PMA et l'utilisation de l'aide pour soutenir les activités non liées au développement est un obstacle majeur à la réalisation des OMD dans les PMA.

La question de la *qualité* de l'APD est également au centre des débats. En tant que société civile des PMA, ce que nous disons, c'est que le respect des engagements sur l'aide est important. Toutefois, davantage d'aide en soi ne suffit pas! Des changements sont nécessaires dans la qualité de l'APD. Nous avons besoin d'une meilleure aide! Tout d'abord, l'augmentation des flux d'APD doit être réelle! Entre 1996 et 2006, une grande partie de l'APD aux PMA était composée des initiatives d'allègement de la dette, de l'aide d'urgence, et du soutien aux étudiants étrangers. La déformation des chiffres par l'inclusion de la dette et autres éléments non-aide permettent aux pays donateurs de s'en tirer avec un non-respect flagrant de leurs propres engagements et de « fortement déformer la réalité de l'aide. »

En tant qu'OSC, nous soulignons que l'objectif des partenaires au développement concernant l'aide et son versement en temps opportun en fonction de leurs calendriers budgétaires nationaux ne suffit pas. Le message récurrent de nos partenaires OSC dans les PMA est que pendant que les partenaires au développement se concentrent sur l'efficacité de l'aide, ils perdent de vue la question de l'efficacité du développement! La Déclaration de Paris (DP) et l'Agenda d'Action d'Accra (AAA) ont été d'importants changements. En tant qu'OSC, nous exigeons que les partenaires au développement « prêchent par l'exemple » et adhèrent sincèrement à des aspects tels que l'appropriation et l'utilisation des capacités et systèmes des pays. Nous exigeons une démarche de développement qui réponde efficacement aux problèmes des femmes, des enfants et des plus vulnérables, ainsi qu'aux impacts du changement climatique sur les PMA, en plaçant la réalisation d'un développement équitable et favorable aux pauvres au centre des interventions.

Respectons nos promesses et ne décevons pas les citoyens les plus pauvres et les plus vulnérables du monde.

*Extrait de la déclaration de M. Arjun Karki, coordinateur international de LDC Watch, lors de la session de l'Assemblée générale informelle en préparation pour le Sommet sur les OMD 2010, au Siège de l'ONU, à New York, le 13 avril 2010*

## Collaborateurs

- LDC Watch** : Abhas Ghimire, Perna Bomzan, Jyoti Upadhyay  
**Bangladesh** : Sayed Aminul Hoque et Rezaul Karim Chowdhury, *Groupe de travail Équité et Justice Bangladesh (EquityBD)*  
**Somalie** : Abdulkadir Khalif Sh. Yusuf, *Somali Organisation for Community Development Activities (SOCDA)*  
**Niger** : Noura Fatchima Djibrilla, *Association Nigérienne des Scouts de l'Environnement*  
**Éthiopie** : Azeb Girmai, *Environnement et Développement-Action dans le Tiers Monde*

**Conception** : Som Rai

**Photographie couverture** : Une dame au Népal Occidental traversant le fleuve à l'aide d'un Tuin, un fil d'acier suspendu d'un côté à l'autre du fleuve  
(Source de la photo : Rural Reconstruction Nepal, 2008)

**UNDEF**



The United Nations  
Democracy Fund

La publication de ce document a été soutenue par UN Democracy Fund (UNDEF). Cependant, les vues et les opinions présentées dans ce document ne reflètent pas nécessairement les vues et les opinions de UNDEF.

# Pas d'OMD sans les PMA!

## Les OMD: Un engagement mondial

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) représentent des engagements réaffirmés pris par les dirigeants du monde au tournant du nouveau millénaire en vue de réduire la pauvreté mondiale de moitié par rapport aux niveaux de 1990 et réaliser développement durable d'ici à 2015. Les OMD visent également à promouvoir l'éducation universelle, la santé, la parité entre les sexes et la durabilité environnementale dans tous les pays en voie de développement et les pays les moins avancés (PMA) du monde grâce à un efficace «partenariat mondial pour le développement». Cependant, 10 ans après l'accord sur ces objectifs mondiaux pour le développement, les OMD sont loin d'être atteints.

Il faut avouer que les objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire ne représentent pas le meilleur que l'humanité puisse entreprendre pour faire face aux problèmes mondiaux tels que la pauvreté structurelle, la faim, l'analphabétisme, les maladies et la destruction de l'environnement. Les critiques soutiennent que l'objectif de réduire la pauvreté abjecte seulement de moitié indique une nette réticence à sortir le grand jeu pour régler ce qui est un malaise inacceptable dans un monde prospère et moderne. Ils soutiennent que les OMD ne se préoccupent pas des droits humains et la justice sociale qui sont essentiels pour le développement à long terme de toutes les nations. LDC Watch préconise donc que les OMD représentent la norme très minimale qui doit être atteinte au bénéfice des citoyens du monde. Et pourtant, bon nombre des buts et objectifs de la Déclaration du Millénaire ne seront pas atteints dans les 49 pays les moins avancés du monde d'ici à 2015.

## Face à de nouvelles crises

Tous les pays ont des différences qui doivent être prises en compte au moment d'établir les priorités nationales et d'élaborer des politiques et programmes. Toutefois, les PMA partagent aussi certains défis communs, y compris les contraintes géographiques et environnementales inhérentes, ajoutées à des ressources financières et une technologie limitées, et souvent caractérisés par des systèmes de gouvernance faibles et /ou non démocratiques. Beaucoup font face à des obstacles supplémentaire liés aux conflits et l'instabilité politique.

Alors que certains pays ont déployé beaucoup d'efforts et progressent vers la réalisation de ces objectifs, certains PMA qui sont marqués par des conflits prolongés et l'instabilité sociopolitique ont été incapables de le faire, ou ont, dans certains cas, vu les progrès réalisés par les groupes de la société civile, les organisations non gouvernementales (ONG) et des organismes gouvernementaux, tragiquement inversés.

Pour compliquer les choses, le monde a connu de multiples crises ces dernières années. La crise financière mondiale, la crise alimentaire, la crise énergétique ou du carburant et la crise provoquée par le changement climatique d'origine anthropique affectent les populations à travers la planète. Toutefois, les citoyens les plus vulnérables du monde - ceux des PMA - sont confrontés à la souffrance qui est non seulement extrêmement disproportionnée, mais aussi connaît une ampleur sans précédent. Les progrès essentiels et durement acquis vers la réalisation des OMD peuvent être élucidés en peu de temps, comme cela s'est manifesté lors de la crise alimentaire et financière qui a marqué la dernière partie de cette décennie. Ces défis supplémentaires, dont beaucoup ont été créés par les pays industrialisés avancés, compromettent par conséquent les perspectives de réduction de la pauvreté et de la faim et la réalisation d'autres objectifs essentiels dans les PMA.

## A la découverte de vérités difficiles

Malgré le fait que tous les OMD ne seront pas atteints d'ici à 2015 et que certains pays seront loin derrière, la situation est souvent présentée - à la fois au niveau mondial et au niveau national - sous un jour largement positif, en ce sens que les tendances montrent que les pays en développement tendent vers le progrès, quelque soit le niveau d'inacceptabilité du taux d'amélioration. Bien que des exemples positifs existent et doivent être reconnus, une telle tendance dans les rapports sur les OMD masque également des réalités déplaisantes.

La «tyrannie de la moyenne » cache des disparités inquiétantes non seulement entre les pays en développement, mais aussi au sein des pays. Comme révélé dans le cas du Népal, un examen plus approfondi des données montre souvent que les progrès sont inégaux, avec des disparités souvent croissantes de revenus et de chances entre les régions géographiques et les groupes sociaux plutôt que le contraire dans les PMA. Il est nécessaire de ventiler les données nationales par populations spécifiques, pour examiner les progrès au sein des groupes marginalisés plutôt que de s'en tenir à des chiffres généraux et, pour ce qui les

## PMA : Le saviez-vous ?

Des données fournies par le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les Pays les Moins Développés, les Pays Enclavés en Développement et les Petits Etats Insulaires en Développement (OHRLLS) ont révélé certains faits frappants concernant les PMA et des différences troublantes dans la qualité de vie des citoyens des PMA par rapport aux pays développés et ceux en voie de développement :

- La consommation d'électricité par habitant dans les PMA est de 7% du niveau dans les autres pays en voie de développement et de 1,6% du niveau des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique.
- Seulement 22% des routes sont bitumées par rapport à 43% dans les pays en voie de développement et 88% dans les pays de l'OCDE.
- Seulement quatre des PMA - Guinée, Malawi, Népal et le Tuvalu - ont atteint l'objectif d'accès à l'eau potable.
- Les femmes dans les PMA ont une chance sur 16 de mourir pendant l'accouchement par rapport à une chance sur 3.500 en Amérique du Nord.
- En Afrique sub-saharienne, 4,1 millions de personnes vivent actuellement avec le SIDA et sont dans le besoin immédiat de vitaux médicaments antirétroviraux. Le paludisme tue un Africain chaque 30 secondes.
- Un enfant née dans un PMA a 26 fois plus de chances de mourir avant son cinquième anniversaire par rapport à un enfant né dans un pays développé et 31% des enfants des PMA souffrent de malnutrition par rapport à 17% dans les pays développés.
- Il existe seulement 94,3 chercheurs scientifiques sur un million de personnes dans les PMA, par rapport à 313 dans les autres pays en développement et 3.728 dans les pays riches.

Sources: UNOHRLLS (2009), The Least Developed Countries: Things to Know, Things to Do

acteurs du développement, doivent résister à la complaisance sur la réalisation des tendances superficiellement positives. Il est également urgent de trouver des façons de mesurer les progrès accomplis en matière de droits humains et de justice sociale dans les PMA pour accompagner le progrès économique et social reflétés par les OMD.

Un leadership efficace et le bon fonctionnement de l'Etat constituent une condition essentielle pour accélérer les progrès vers les OMD. Toutefois, les citoyens de certains PMA sont confrontés à un manque de gouvernance transparente, responsable et inclusive, tandis que d'autres sont confrontés à des gouvernements instables et à des espaces limités pour la participation de la société civile. La situation est aggravée par des conflits violents qui détruisent des vies et les moyens de subsistance. Ce sont des questions pour lesquelles les gouvernements des PMA doivent assumer leurs responsabilités envers leurs citoyens, notamment en incluant la société civile et en s'engageant véritablement auprès d'elle, des ONG et autres acteurs, qui ont tous un rôle essentiel à jouer dans le développement durable. Pour sa part, la communauté internationale doit adapter ses initiatives à de tels contextes, tout en veillant à ce que les pays industrialisés ne soutiennent pas des régimes antipopulaires, ou ne jouent pas un rôle douteux dans l'exacerbation de la violence en compromettant les droits humains fondamentaux.

De façon considérable, la communauté internationale doit sincèrement être à la hauteur des promesses annoncées lors du Sommet du Millénaire. Les approches actuelles consistant à donner d'une main et reprendre de l'autre sont contradictoires et sapent le potentiel pour la réalisation des OMD. Si les partenaires au développement sont sérieux au sujet de la tâche à accomplir, les institutions de gouvernance mondiale non démocratique et les politiques commerciales déformées sont des aspects de l'OMD 8 qui sont les plus critiqués à résoudre.

## Echec de l'OMD 8

L'Objectif 8, avec sa vision globale d'un « partenariat mondial pour le développement », est constitué d'engagements pris dans les domaines de l'aide publique au développement (APD), l'accès au marché, la viabilité de la dette, et

l'accès aux médicaments essentiels et aux technologies, en particulier l'information et la communication. L'Objectif 8b qui est celui de « **répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés** » comprend « **l'accès sans tarif ni quota des exportations des pays les moins avancés aux marchés des pays développés; un programme renforcé d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) et l'annulation de la dette publique bilatérale, et une APD plus généreuse aux pays qui s'emploient à réduire la pauvreté** ». Toutefois, la mise en œuvre a été insuffisante pour répondre aux besoins des PMA, et les mesures prescrites dans cet objectif ont été de loin celles qui ont été les moins mises en œuvre de toutes les cibles.

## Vie et dette

Il ya eu très peu d'annulations agréables de dette au cours de la dernière décennie. Les très médiatisées initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) sont les mêmes vieux « programmes d'ajustement » des années précédentes qui se poursuivent sous une nouvelle apparence - et offrent encore de nouvelles voies aux pays riches de continuer à endetter les pays pauvres en imposant des conditionnalités strictes que ceux-ci doivent remplir pour pouvoir bénéficier des mesures d'allègement fictives. Le cadre de viabilité de la dette promu par les Institutions de Bretton Woods a conduit à de multiples remboursements de la «dette», avec un service de la dette qui ronge une grande partie des budgets annuels nationaux dans les PMA, comme au Bangladesh. Dans le cadre actuel, les aspects historiques et environnementaux de la dette du Sud sont complètement ignorés et négligés. Les conséquences onéreuses d'énormes quantités de la dette ne doivent pas être supportées par les citoyens qui ont peu ou pas du tout de responsabilité pour un tel gâchis. Par conséquent, nous appelons à l'annulation totale et inconditionnelle de la dette illégitime.

Les OSC, y compris les ONG, les mouvements sociaux et les universitaires doivent jouer leur rôle en procédant à l'audit public/des audits citoyens de la dette souveraine et mener des campagnes pour que les finances utilisées pour le service de la dette d'un pays soient plutôt canalisées vers des mesures constructives, dans le secteur public, et vers des services de développement social. De nombreux PMA

## Bangladesh: le Service de la dette entrave les progrès vers les OMD

Le Bangladesh est un pays très endettés. En 2009, le total des encours de la dette extérieure du gouvernement s'élevait à 21.575 millions de dollars américains. Le service de la dette annuelle était d'environ 2100 millions de dollars américains (selon le budget national 2010-11), soit environ deux fois le budget national de la santé (1160 millions de dollars pour l'exercice 2010-11) et 16% des recettes totales.

La grande portion d'argent qui quitte le pays au nom du service de la dette réduit considérablement les fonds qui peuvent contribuer à la réalisation des OMD. Ces fonds pourraient également être consacrés à des initiatives du gouvernement sur l'adaptation au changement climatique - essentielle dans un pays où la question de la migration causée par le changement climatique a déjà atteint un état d'urgence. Selon le rapport 2009 du Bangladesh sur l'évaluation des besoins et coûts des OMD pour la période 2009-2015 (réalisé conjointement par le Gouvernement du Bangladesh et l'ONU), le coût moyen annuel pour combler les insuffisances dans la réalisation des OMD sera comme suit:

- Le développement agricole et rural, y compris la création d'emplois et d'infrastructures routières (OMD 1): 4,83 milliards de dollars américains
- L'éducation, y compris l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et non-formelle (OMD 2): 2,27 milliards de dollars américains
- Les initiatives en faveur de la parité entre les sexes (OMD 3): 0,59 milliards américains

- Les systèmes de santé y compris les infrastructures de santé et les ressources humaines (OMD 4, 5, 6): 1,63 milliard de dollars américains
- Santé de l'enfant, hormis les systèmes de santé (OMD 4): 0,67 milliards américains
- La santé maternelle, hormis les systèmes de santé (OMD 5): 0,26 milliards américains
- Le VIH / sida, le paludisme et la tuberculose (OMD 6): de 0,48 milliards de dollars
- La durabilité environnementale (OMD 7): 0,26 milliards américains
- L'Énergie (OMD 7): 1,88 milliards de dollars américains
- L'alimentation en eau et l'assainissement (OMD 7): 2,02 milliards de dollars américains.
- Le financement total nécessaire chaque année de 2009 à 2015, en moyenne, est estimé à 14,88 milliards de dollars américains.
- LDC Watch réitère son appel pour l'annulation totale et inconditionnelle des dettes et engage les pays partenaires au développement à concrétiser leur engagement d'aide spécifique de 0,15 à 0,20 pour cent de leur RNB pour les PMA, telle que déclaré dans le Programme d'action de Bruxelles pour les PMA pour la décennie 2001 - 2010.

## Somalie: les OMD en situation de conflits et de violence

Une des limites de la réalisation des OMD est qu'ils ne traitent pas - ou ne reconnaissent même pas - la question complexe et dynamique des conflits, de la violence et de l'instabilité politique par rapport au développement.

La Somalie a été ravagée par une guerre civile pendant les deux dernières décennies et, depuis l'éclatement de cette guerre, de nombreux habitants de la Somalie ont quitté le pays en quête d'asile. Les affrontements armés, assassinats politiques, attentats suicides, des explosions de mines anti-personnelles, les viols et autres atrocités sont devenu la règle. À la fin de l'année 2009, environ 678.000 personnes étaient sous la responsabilité du HCR, constituant la troisième plus forte population de réfugiés après l'Irak et l'Afghanistan, tous deux frappés par la guerre. En raison de la reprise des combats dans la partie sud du pays, environ 132.000 personnes ont fui en 2009, et 300.000 autres ont été déplacées à l'intérieur, privées de tout droit humain fondamental - la nutrition, l'abri, l'eau potable, l'assainissement, les soins de santé et l'éducation.

Les statistiques existantes révèlent qu'un quart des enfants de moins de cinq ans souffrent d'insuffisance pondérale, un peu plus de 20% des enfants sont scolarisés, et le taux d'alphabétisation des adultes est moins de 20%. La faiblesse des services de santé affecte les mères pauvres, les nourrissons et les enfants plus que tout autre groupe dans le pays: 1.100 mères périssent sur 100.000 naissances vivantes et 225 enfants de moins de 5 ans et 132 nourrissons meurent sur 1000 naissances vivantes. La violente guerre civile a conduit à une baisse de la productivité, au chômage de masse et au manque de possibilités de générer les revenus nécessaires pour soutenir une économie durable et des services de base tels que la santé.

Les organisations de la société civile en Somalie soutiennent que le pays a été le parent pauvre par rapport au «partenariat mondial pour le développement » vu que la communauté internationale s'engage auprès de la Somalie principalement pour des raisons humanitaires plutôt que pour la coopération au développement.

moyen de faire en sorte que les pays les plus pauvres se concentrent sur leurs industries d'exportation (qui se verront à leur tour refuser l'accès équitable aux marchés occidentaux), les laissant dans une situation de dépendance totale à l'importation pour les produits de base comme la nourriture et les médicaments - tout en changeant leur mode de vie pour entrer dans le paradigme néolibéral.

### L'énergie et les OMD

LDC Watch estime que la « pauvreté énergétique » est une question qui nécessite beaucoup plus d'attention qu'elle n'en reçoit actuellement. Selon un rapport publié récemment par le PNUD/OMS, plus de 1,5 milliard de personnes dans le monde (soit près d'un quart de la population mondiale) vivent sans

électricité, la grande majorité de ces personnes sont dans les PMA (*Situation de l'accès à l'énergie dans les pays en développement : Un examen ciblant les pays les moins avancés et l'Afrique sub-saharienne*, 2009). Le même rapport estime que, pour réduire de moitié la proportion de personnes vivant dans la pauvreté d'ici à 2015, plus de 1,2 milliards de personnes auront besoin d'accès à l'électricité et 2 milliards de personnes supplémentaires auront besoin d'accès aux combustibles modernes, y compris les gaz naturels. Les sources durables doivent également être développées. Une grande majorité de la population des PMA reste privée de la sécurité énergétique et cela a un impact énorme sur le développement de la production de ces communautés. La disponibilité d'une énergie abordable est directement liée à tous les OMD, et investir dans l'énergie revient à investir dans tous les OMD, en même temps.

### Des montagnes à soulever: maintenir le progrès dans l'éducation primaire au Népal

À cause du relief accidenté du Népal, le manque d'infrastructures de transport et la couverture irrégulière des services essentiels comme l'énergie, la communication et les soins de santé de base, plusieurs zones sont coupées du reste du pays et sont à la traîne par rapport aux indicateurs de développement. Des progrès remarquables ont été réalisés dans le secteur de l'éducation du Népal, avec 95% des enfants inscrits dans les écoles primaires. Toutefois, les 5% restants, qui vivent dans des zones telles que celles décrites ci-dessus, ne doivent pas être oubliés.

L'accès aux possibilités d'études ainsi que le taux d'alphabétisation est inégal entre les zones urbaines et rurales, ainsi qu'entre les différentes zones écologiques et des régions administratives ; les régions de développement du centre-ouest et l'extrême-ouest ont des taux d'alphabétisation inférieurs à ceux des trois autres régions en développement, avec la région de la capitale qui s'en sort le mieux. De façon significative, les schémas traditionnels de l'exclusion sociale se reflètent dans les taux d'alphabétisation de différentes castes et groupes ethniques, avec des groupes (de femmes, de «castes inférieures» et des autochtones) traditionnellement marginalisés ayant un faible niveau d'alphabétisation.

Malgré des progrès considérables concernant les taux de scolarisation primaire et la parité entre les sexes dans les écoles, l'environnement pour une éducation



Photo: Abhas Ghimire

de qualité à travers le pays laisse beaucoup à désirer. Presque toutes les écoles publiques ne disposent même pas de services de base comme l'eau courante, des toilettes et l'électricité. Le ratio élèves / enseignant est très élevé, en particulier au niveau primaire ; ceci étant aggravée par un manque criant de matériel pédagogique. La faible qualité de l'éducation est également liée à l'exclusion des communautés locales par le système de gestion des écoles, le niveau élevé d'absentéisme et de comportement non professionnel chez les enseignants, et la politisation croissante de la communauté enseignante, qui détourne l'attention de l'enseignement des étudiants. Il reste encore beaucoup à faire au cours des prochaines années pour dépasser le minimum fixé par l'OMD 2.

## Ethiopie: Bulletin des citoyens sur les OMD

En 2010, le Réseau d'action contre la pauvreté en Ethiopie (PANE) a effectué le deuxième bulletin de rapport citoyen (Citizens Report Card – CRC) dans six régions de l'Ethiopie: Afar, Amhara, Oromia, SNNPR, les Etats régionaux de Tigray, et la Municipalité de Dire Dawa. La CRC est un outil simple mais puissant pour fournir aux organismes publics un retour d'information systématique des usagers des services publics et vise à compléter la stratégie nationale reposant sur les OMD axés sur l'eau, la santé, l'éducation et l'agriculture. Elle suscite des commentaires des citoyens par le biais des enquêtes par sondage sur les aspects de la qualité de service pour permettre aux organismes publics d'identifier les forces et les faiblesses de leur travail, telle qu'elle est vécue par les utilisateurs.

Malgré les efforts croissants, l'accès et la couverture en eau potable continue d'être une préoccupation majeure pour un grand nombre d'Ethiopiens. Puisqu'un grand nombre de personnes continuent de dépendre de sources d'eau non protégées, on ne soulignera jamais assez la nécessité d'assurer la sécurité de protéger ces sources. L'expansion de sources publiques est également essentielle, tout comme la participation et l'implication des communautés locales, qui doivent être renforcées afin d'assurer la durabilité.

En termes de santé, les subventions à travers diverses modalités pour le

financement des soins de santé sont en cours. Compte tenu du poids financiers sur les pauvres, ce sont des étapes importantes qui doivent être renforcées. L'opinion des communautés locales doit être prise en compte dans les processus décisionnels de la scolarisation dans les écoles primaires, car ceci est actuellement faible ou inexistant. Des mécanismes novateurs doivent être développés pour alléger le fardeau porté par les ménages pour l'éducation: le coût de la scolarisation d'un enfant est signalé comme étant élevé, tant en termes de frais d'inscription annuelle et de frais mensuels, que de contributions imposées aux communautés locales.

L'expansion des services de vulgarisation dans la commercialisation et le financement de l'agriculture est ressentie comme étant nécessaire, étant donné la faible proportion de ménages ruraux qui bénéficient actuellement de ces services, et les forfaits de prestation de services publics doivent être adaptés pour répondre aux besoins spécifiques de la communauté pastorale. Enfin, il est important d'examiner les questions d'équité dans la couverture et l'utilisation des services. Les variations selon les sexes sont particulièrement remarquables et pour certaines régions telles que Afar, l'accès à des services essentiels efficaces est exceptionnellement bas.

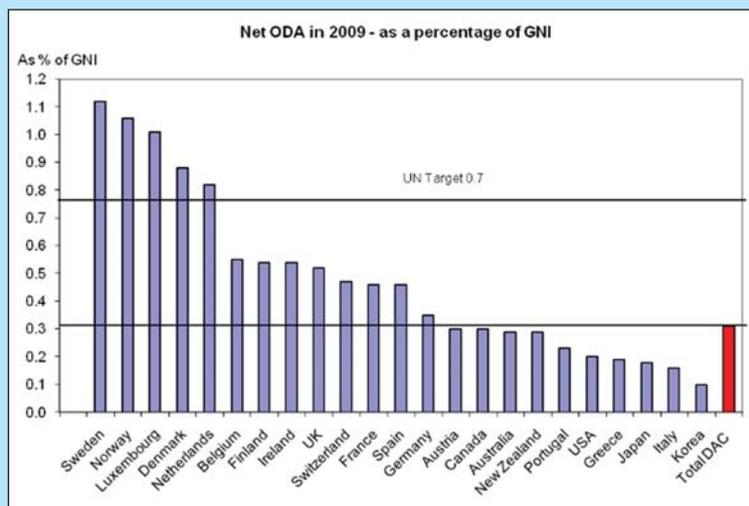
dépensent plus pour le service de la dette que pour l'éducation et la santé. Il existe des exemples positifs de pays pauvres ayant utilisé les fonds de l'allègement de la dette: les utilisations ont inclus des initiatives d'éducation primaire en Tanzanie, la vaccination des enfants au Mozambique, et la fourniture de médicaments efficaces et indispensables à sa population. L'annulation de la dette des PMA est un impératif éthique et de droits de l'homme, et offrirait des ressources indispensables pour le progrès du développement.

### Les engagements d'aide non honorés

En 2009, seuls les Pays-Bas, la Norvège, le Luxembourg, la Suède et le Danemark avaient atteint ou dépassé l'objectif d'APD de 0,7% du revenu national brut (RNB), alors que seuls la Belgique, l'Irlande et le Royaume-Uni avaient atteint l'objectif de fournir 0,15 à 0,20% du RNB en aide aux PMA, comme stipulé dans le Programme d'Action de Bruxelles pour les PMA pour la décennie 2000-2010 (PAB). L'APD nette s'élevait à environ 0,31% du RNB des pays de l'OCDE-CAD (Comité d'aide au développement) en 2008, soit la moitié de l'objectif de 0,7%. Les PMA ne reçoivent que 0,09% des 0,15-0,20% du RNB promis.

Il est naturel de s'attendre à ce que, la richesse des pays donateurs (c.-à-d. le RNB) ayant augmenté dans les années 1990 et la plupart des années 2000, les niveaux d'aide puissent aussi augmenter. Au lieu de cela, ils ont en fait diminué dans les années 1990, puis repris un peu dans les années 2000. Certaines des récentes augmentations ont été presque entièrement attribuables à l'annulation des dettes pour une poignée de pays - comme l'Irak. Étant donné que la richesse globale des pays partenaires au développement a augmenté durant cette période, cela signifie en effet que les pays donateurs ont réduit leur aide au pays les plus pauvres pendant les dernières décennies.

Donc, ya-t-il eu de changement en réalité dans les niveaux d'aide aux PMA? La réponse est oui. Comme indiqué dans « *The Least Developed Countries: Things to Know, Things to Do* (OHRLLS 2009) », l'aide aux PMA est passée de 13 milliards de dollars en 1996 à 30 milliards de dollars en 2006. Cependant, et ceci est essentiel, une grande partie de cela était constituée des initiatives d'allègement de la dette, de l'aide d'urgence, et du soutien aux étudiants étrangers. Les déformations énormes des chiffres par l'inclusion de la dette et autres éléments non-aide permettent aux pays donateurs de s'en tirer avec un non-respect flagrant de leurs propres engagements. Les PMA ont besoin d'une meilleure aide et par meilleure aide, une aide réelle s'entend.



APD nette en 2009 - en pourcentage du RNB (Source: OCDE 2010)

### Dénaturation du commerce

Les États-Unis (É.-U.) et l'Union européenne (UE) octroient toujours de massives subventions agricoles et protègent leurs propres marchés par le biais de diverses barrières non tarifaires, tout en enjoignant aux pays pauvres d'ouvrir leurs marchés à des produits étrangers à bas prix, subventionnés. Malgré les engagements pris par les pays développés de fournir l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingents pour les PMA, des taxes sont toujours perçues sur les exportations des PMA tels que le textile et les produits agricoles par les pays développés et d'autres pays en développement. Les taxes sur les produits textiles sont remarquablement élevés aux États-Unis et ceux sur les produits agricoles au Canada et au Japon. La valeur de l'aide est éclipsée par un tel protectionnisme de la part des pays riches. Le déni de l'accès aux marchés pour les produits des pays pauvres est totalement inacceptable, tout comme l'utilisation de l'aide comme un levier par les pays riches pour ouvrir les marchés des pays pauvres à leurs produits.

Le concept d'«Aide contre commerce» introduit dans la Déclaration ministérielle de Hong Kong en 2005 est uniquement orienté vers le renforcement des industries tournées vers l'exportation et les infrastructures. C'est encore un autre

Les effets en aval de la production insuffisante d'énergie peuvent se faire sentir dans tous les aspects de la vie rurale dans les PMA. L'accès à l'électricité améliore les établissements hospitaliers, encourage les enfants à lire, permet aux gens de communiquer facilement et d'accéder aux avantages des technologies modernes. À une époque où les changements climatiques mondiaux sont attribués à la consommation excessive d'énergie, le besoin mondial du moment est d'investir dans les sources d'énergie alternative non seulement pour fournir l'énergie essentielle d'une manière respectueuse de l'environnement, mais aussi pour créer des milliers d'«emplois verts » et employer les ressources humaines dans la création d'une nouvelle «économie verte ».

Si les pays industrialisés sont sérieux pour inverser l'accumulation de gaz à effet de serre et l'atténuation des effets du changement climatique, ils doivent trouver des sources alternatives et renouvelables d'énergie plutôt que de présenter des schémas douteux et de fausses solutions telles que le marché du carbone. Il faut en même temps que les PMA poursuivent l'électrification généralisée et durable, ce qui générera de multiples retombées positives pour la réalisation des OMD.

## Financement des OMD

Au cours des deux dernières années, nous avons vu des milliers de millions de dollars servis à des banques et institutions financières «trop grosses pour faire faillite » qui ont été responsables de la crise financière pour commencer. Dans le même temps, l'investissement dans les pays pauvres, par les services sociaux ou des transferts directs en espèces, n'a pas été en mesure d'obtenir l'appui de partenaires des pays développés. Au lieu de cela, au nom de la crise financière, les engagements d'aide ont connu des réductions draconiennes et imprévues qui ont eu des impacts sur les gouvernements des PMA, les ONG et autres acteurs essentiels du développement. La nécessité d'une aide plus élevée en qualité et en quantité est fondamentale pour accélérer les progrès vers les OMD d'ici à 2015.

La Banque mondiale prévoit le coût de la réalisation des OMD à environ 40-60 milliards de dollars américains par an. À titre de comparaison, 700 milliards de dollars ont été approuvés par le gouvernement américain pour le plan de sauvetage initial pour les banques de Wall Street en 2008! Pour de nombreux PMA, comme l'Afghanistan, le Népal et le Timor-Leste, les coûts de réalisation des OMD exigent plus de 15% du produit intérieur brut (PIB). Ceci est une tâche énorme pour les pays les plus pauvres du monde et un soutien international substantiel est nécessaire si nous voulons voir ces pays atteindre leurs objectifs. Déjà ces pays

## Voix des PMA du Pacifique par rapport aux OMD

L'Assemblée de la Société Civile des PMA du Pacifique sur le Programme d'action de Bruxelles (PAB) et les OMD qui s'est tenue du 3 au 6 août 2010 à Port Vila, Vanuatu, a conclu par les appels suivants sur les OMD:

- Nous promettons notre engagement, en premier lieu, pour la réalisation des besoins prioritaires de nos peuples qui sont obligatoires pour la sécurité de nos familles, à la subsistance communautaire et les priorités de développement national.
- Nous demandons à nos gouvernements respectifs de prendre le leadership dans le lancement de la collaboration et le partenariat avec les organisations de la société civile et les citoyens dans la planification, la mise en œuvre et les réalisations des priorités nationales et le PAB, en vue d'accélérer le retrait de l'étiquette PMA.
- Nous appelons les gouvernements des îles du Pacifique, en particulier à consulter les chefs traditionnels sur l'utilisation appropriée des systèmes de valeurs autochtones et les savoirs traditionnels qui pourraient être utiles pour atteindre les OMD / PAB.
- Nous exhortons les gouvernements des îles du Pacifique à collectivement assurer la réalisation accélérée des OMD 1 à 8, en mobilisant les citoyens et la société



Photo: Jyoti Upadhyay

## Genre, éducation et alphabétisation: Accélérer le suivi et le progrès au Niger

L'OMD 3 – promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes – n'a pas été atteint dans ce PMA d'Afrique de l'Ouest en 2010. Cela dit, des progrès mesurables ont été réalisés ces dernières années par le ministère de l'éducation de base et de l'alphabétisation. À la suite des efforts déployés par le gouvernement et les partenaires au développement pour promouvoir l'enseignement primaire, en particulier la scolarisation des filles dans les zones rurales, le ratio est passé de 64 filles pour 100 garçons en 2000, à 70 filles pour 100 garçons en 2006. Des tendances similaires ont été obtenues dans l'enseignement secondaire également: alors qu'il y avait 58 filles pour 100 garçons en 1996, en 2005, il y avait 64 filles pour 100 garçons.

Le tableau en termes d'alphabétisation, cependant, reste sombre. Bien que le taux d'alphabétisation générale s'améliore grâce aux efforts déployés par l'Etat et les ONG, la société civile au Niger est préoccupée par les disparités entre les sexes. Bien que l'alphabétisation soit passée de 30,4% en 2000 à 42,9% en 2005, le taux d'alphabétisation des filles était de 15,1% en 2005 contre 10,6% en 2000. Malgré cette légère amélioration, le ratio hommes-femmes est resté stable. Les faits sont là: il ya environ 35 femmes au Niger alphabètes pour 100 hommes.

Les partenaires de LDC Watch au sein de la société civile au Niger soulignent la nécessité de ce qui suit afin d'accélérer les progrès vers l'OMD 3:

- Des efforts supplémentaires pour la scolarisation et la réduction des disparités entre filles et garçons dans le système éducatif, en particulier dans les zones rurales
- Application des lois garantissant l'accès des femmes à des postes économiques et politiques
- Soutenir l'entrepreneuriat féminin, y compris l'élargissement de l'accès aux systèmes de crédit pour les femmes
- Un consensus autour du nouveau Code de la famille et un changement des attitudes par rapport à la promotion de la condition des femmes et l'allègement des tâches domestiques des femmes.
- Des efforts concertés sur la réduction de la violence contre les femmes
- Renforcer les capacités de collecte de données sur le genre et le développement

civile dans le suivi de la prestation de services de base à travers les communautés nationales.

- Nous nous engageons en tant que leaders de la société civile des îles du Pacifique, à nous impliquer activement dans le processus afin de mener des examens nationaux, régionaux et internationaux des OMD, y compris le Sommet mondial des Nations Unies à New York en Septembre 2010 et la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA) à Istanbul en mai 2011.
- Nous demandons aux gouvernements des pays industrialisés, qui ont sérieusement pris du retard sur les engagements relatifs aux changements climatiques conduisant à menaces sur notre sécurité, à intensifier des actions concrètes de toute urgence par rapport à l'OMD 7, pour garantir un environnement durable en tout temps.

Extrait de la Déclaration Civile de Port Vila, le 5 août 2010

dépensent d'énormes portions de leur PIB pour la gestion des prêts des partenaires au développement bilatéraux et multilatéraux. Dans l'esprit d'un partenariat mondial pour le développement, les pays les plus pauvres devraient pouvoir compter sur l'annulation de la dette par les pays donateurs et des institutions financières internationales.

Avec des budgets d'aide classiques radicalement réduits, il est nécessaire de trouver de nouvelles sources de financement pour le développement. À long terme, les PMA doivent prendre des mesures en vue de devenir autonomes et pour être capables de répondre aux besoins de leurs peuples. Les PMA devraient commencer sérieusement à mobiliser des ressources nationales par une imposition progressive et d'autres mesures durables ; ils doivent de plus en plus s'engager dans la coopération Sud-Sud. Plus immédiatement, et au niveau mondial, la discussion sur les sources innovantes de financement offrent beaucoup de potentiel, mais celles-ci doivent être poursuivies dans la pratique plutôt que de se limiter à de simples discours. Selon un rapport de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), une taxe de 0,1% sur les transactions de change au niveau mondial s'élèverait à environ 3,2 milliards de dollars américains par jour et pourrait procurer des revenus d'environ 640 000 000 000 chaque année – soit plus de 3,5 fois le total de l'APD en 2008 (*Financing an Inclusive and Green Future*, 2010). La fermeture des paradis fiscaux à l'étranger et l'imposition rigoureuse des grandes entreprises engrangerait des milliards inexprimables, puisque l'on estime que des milliards de dollars sont transférés sur des comptes bancaires étrangers sous le sceau d'une clause de confidentialité dans le monde entier. Ces sources doivent être exploitées.

## Perspectives d'avenir - Pas d'OMD sans les PMA!

La réalisation des OMD dans les PMA est une responsabilité mondiale qui appelle à la recherche mondiale, à la coordination et à un véritable engagement. Lors de l'examen des progrès accomplis dans la Déclaration du Millénaire à la Plénière de Haut Niveau en Septembre 2010 et au-delà, les progrès et les échecs réalisés concernant les OMD dans les PMA doivent être évalués séparément. Ceci parce

qu'au moment où la situation dans d'autres pays en développement pourrait être en amélioration, en raison du nombre croissant de crises mondiales qui aggravent leur vulnérabilité structurelle, les conditions dans les PMA sont susceptibles de se détériorer dans cette décennie.

Alors que nous nous dirigeons vers la dernière ligne droite menant à 2015, les pays industrialisés doivent honorer leurs responsabilités morales et les engagements financiers pris envers les pays en développement et les PMA. Pour cette raison, il est essentiel que l'objectif 8 soit pris au sérieux et que les pays donateurs atteignent l'objectif de 0,15 à 0,2 pour cent de leur RNB sous forme de subventions inconditionnelles aux PMA et améliorent la qualité de l'aide fournie. Fondamentalement, cela doit se faire sans endetter les pays les plus pauvres du monde.

La société civile dans les PMA a besoin de capacités renforcées et de mobilisation pour faire en sorte que les gouvernements locaux et nationaux, ainsi que les pays partenaires au développement allouent efficacement les ressources nécessaires à l'accès universel à la nourriture, l'énergie, la santé, les services sociaux, l'égalité des sexes, les droits de l'homme et la justice sociale. Les OSC ont un rôle important à jouer dans la construction plus solide et plus responsable des partenariats pour le développement. Nous soulignons que la réalisation des OMD ne sera possible que grâce à une coopération fructueuse entre les partenaires des pays développés, les institutions multilatérales, les gouvernements des pays en développement et la société civile tant dans le Nord et dans le Sud.

Enfin, les OMD ne peuvent être atteints sans l'être dans les pays les moins développés du monde. Pour cette raison, dans le cadre des préparatifs du Sommet sur les OMD 2010, de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les PMA en 2011, et la «date limite» convenue pour la réalisation des OMD en 2015, la réalisation des **OMD dans les PMA** est le plus grand défi qui se pose à la communauté du développement en ce moment critique.

Agissons efficacement en faveur des PMA. Agissons MAINTENANT!

## A propos des PMA

Il existe 49 pays moins avancés (PMA) dans le monde, abritant plus de 850 millions de personnes. A l'horizon 2015, année prévue par la communauté internationale pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), la population des PMA devrait atteindre 965,2 millions. Les PMA comptent 32 des 35 pays de la catégorie avec le plus bas indice de développement humain (IDH) mesuré en termes d'espérance de vie, d'alphabetisation, de niveau de vie et du produit intérieur brut (PIB) par habitant.

En 1971, l'ONU avait identifié 24 pays moins avancés – en les reconnaissant comme étant les pays les plus vulnérables au monde – et avait alors lancé un appel à des mesures spéciales en faveur des PMA dans les stratégies de développement. Toutefois, après trois décennies d'attention spéciale au développement, y compris les trois conférences des Nations Unies et les trois Programmes d'Action spécifiques en faveur des PMA, le nombre de pays dans cette catégorie a plus que doublé. Cela prouve clairement l'échec des modèles actuels de développement à répondre efficacement aux défis du développement dans ces pays marginalisés. La vague sans cesse croissante de la mondialisation a en outre menacé les économies des PMA, caractérisées par le poids de la dette, les chocs économiques, la faim, la guerre, les conflits, la mauvaise gouvernance, les violations des droits humains, y compris les injustices sexistes, et les vulnérabilités environnementales intrinsèques.

Les critères des PMA sont revus chaque année par le Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC) lors de son quatrième examen de la liste des PMA en mars 2009, le Comité des politiques de développement a utilisé les critères suivants pour l'identification des PMA:

- Un critère de « faible revenu », fondé sur le revenu national brut (RNB) par habitant (moyenne sur 3 ans), avec des seuils de 905 dollars pour y être inclus sur la liste et 1.086 dollars pour en être retiré;

- Un critère de capital humain, impliquant un Indice Composite de Capital Humain (ICH) sur la base des indicateurs de : a) la nutrition : pourcentage de la population souffrant de malnutrition ; b) la santé : taux de mortalité des enfants jusqu'à l'âge de cinq ans ; c) l'éducation : le taux de scolarisation brut au secondaire ; et d) le taux d'alphabetisation des adultes; et
- Un critère de vulnérabilité économique, faisant intervenir un Indice composite de Vulnérabilité Economique(IVE) sur la base d'indicateurs de : a) la taille de la démographie ; b) l'éloignement ; c) la concentration des exportations de marchandises ; d) part de l'agriculture, la foresterie et les pêcheries dans le produit intérieur brut ; e) les sans abris de suite des catastrophes naturelles ; f) l'instabilité de la production agricole ; et g) l'instabilité des exportations de biens et services.

## LDC Watch

LDC Watch est une alliance mondiale d'organisations nationales, régionales et internationales de la société civile (OSC), de réseaux et mouvements basés dans les PMA, et est soutenue par la société civile des pays partenaires au développement. LDC Watch agit comme organe de coordination pour les sociétés civiles des PMA pour faire du plaidoyer, des campagnes et un réseautage pour la réalisation du Programme d'Action de Bruxelles (actuellement le PAB) et d'autres objectifs de développement convenus au niveau international (IADGs). Au cours de la décennie écoulée, LDC Watch a sa voix et articulé les perspectives de la société civile dans un cadre multi-acteurs, dans un dialogue avec les gouvernements des PMA les Nations Unies et leurs partenaires au développement, aussi bien en tant que partenaire que de pression.